L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 18 AVRIL 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIMET,
IMPRIMEURS-LIBRAIRES - EDITEURS.

PRIX DES ABONNEMENTS.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $5; par trimestre, $3.
Prix d'un exemplaire, 10 centvs.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mercredi et le Samedi:
Par an, $5; par semestre, $3.
Prix d'un exemplaire, 10 centvs.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces nouvelles, placées à tour de rôle dans les différentes parties du journal, paieront $1 00 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces judiciaires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, pendant un temps déterminé, paieront $1 00 le carré pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par le carré par mois.

Les paquements étant régulièrement et souvent demandés sur ces bases, cette prix indiqué ci-dessus pour les annonces transitoires, lui exemple qu'il sera observé avec zèle; mais dans aucun cas, cet exemple ne dispensera $5 par carré.

Tous les nécrologes d'annonces d'affaires paieront 20 cents par ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

L'abonnement dans le nombre d'hebdomadaire ne sera pas rabattu à moins d'un an.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de nombreux leur ont été envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 18 AVRIL.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés et dans notre port, ainsi que les expéditions en douane, voir à la page troisième.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par O. de Fériet — à la Bourse des Négociants et des 3 commerce, en un terrain dans l'île borné par les rues St-Jean, Conti, St-Jacques et St. Louis; dans autres terrains dans l'île à côté; — un magnifique lot de terre sur le coteau de la Metairie; — cinq magnifiques terrains pour bâtir, dans la rue de l'Esplanade, entre Derbigny et Claiborne;—vingt-six terrains de prix pour bâtir, dans le Troisième District. Voir Pancarte.

Par S. Guinault — à bon magasin d'epicerie, un lot de marchandises en sacques et sacques, plaines, gleaux, et un lot d'ornements en cuivre et de quincaillerie assortie.

Par Montgomery, Ross & Co — vente régulière à leur salle d'encan, de meubles, de glaces, tapis, tableaux, &c. Et dans d'autres de M. Victor Le Gravier, superbes chevaux appareillés, chevaux de trait et de machines, mulets, voitures légères, buggies, wagons, harnais.

Par Hale, Stocker & Co—au No 26 de la rue Bienville, bottes, souliers, bradequins, habillements, chapeaux et autres articles secs échus.

Par S. Gotten-Bonnaffé—rue du Passage de la Bourse et Bienville, meubles et marchandises; meubles à café, en acajou, etc.

Par J. F. Robinson—son magasin No 45 et 51 de la rue Chartres, à tout le monde, champagne, eau-de-vie, whisky, genièvre, vin rouge, &c.

Par Hoffman & Marks — au No 66 de la rue Chartres, à tout le monde de valeurs et liquide, eaux minérales.

Par A. Fabre — au No 66 de la rue de Chartres, chaises, tiroirs, chaperons, matelas, tables, &c.

Par Vincent & Co — au No 16 de la rue de Chartres, marchandises sèches de toutes sortes.

Par D. E. Murphy—au No 67 de la rue des Magasins, eau-de-vie, genièvre et champagne.

Par F. Fernandez & Co — au No 44 de la rue Bienville, cigares, marchandises diverses dernières et de pays, cheveaux appareillés.

☞ Achetez vos chaussures et chaussons chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

300 paires de bottes, Souliers et Brodequins;
50 malles Bottes coupées pour hommes et enfants.

☞ L'attention particulière des acheteurs est appelée sur la grande variété de valeurs et liquide, et de Bottes et Brodequins, et 30 malles Bottes coupées pour hommes et enfants, qui sera liée ce matin, à 10 heures, aux salles d'encan de MM. E. Roger & Co, Nos 45 et 47 Vieille Levée.

Conditions à la vente.

GRANDE VENTE D'HABITS ET DE LINGE FAIT.—Encore une grande vente de vêtements et de linge fait, ce qui fait. On est bien assez qu'ici, mais les manufactures du Nord sont intéressées, nous devrions être indépendants. Eh, fait que la maison d'encan Hoffman & Marks, chargé de procurer trois ou quatre fois la semaine. Il n'y aura cette fois de 1,100 lots qui seront vendus aujourd'hui, jeudi 18 de courant, à 10 heures du matin, au No Chartres No 66, dans l'ordre suivant: Ces lots sont le résultat de la vente de détail de cette ville, et sont d'importation récente. La vente est sans réserve.

Belle Maison de Résidence à vendre.—

Samedi prochain, 20 avril, il sera vendu, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, par MM. Walsh & Dorlonge, encan, une superbe résidence de famille, rue Coliseum, entre Harmony et Prytania, composée de 10 pièces en un lot, sur 180 de profondeur, et ayant un bon jardin avec fleurs et légumes. Il y a puits de maisons en meilleur état et plus soit tenant boire en ville que celle-ci dont nous annonçons la vente. Elle est bâtie de manière à ce que les familles qui en seront les heureux possesseurs trouveront qu'elle est commode et permanente, à aller visiter cette résidence, aimera à dire qu'il n'y a rien à désirer. Dans un quartier exceptionnellement bien habité et destiné à devenir fort brillant. Voyez l'annonce des encanteurs pour les conditions.

On trouvera le feuilleton à la troisième page.

L'enregistrement des votants.

L'enregistrement des électeurs se marche pas aussi vite qu'on pouvait le supposer, et jusqu'à présent le nombre des gens de couleur qui se font inscrire est, par rapport à celui des blancs dans la proportion de deux à un. Il est probable que ces derniers ont voulu éviter l'encombrement des premiers jours, mais nous aimons à croire que le peu d'empressement qu'ils ont témoigné ne vient pas d'une résolution arrêtée de ne pas se faire inscrire. La population blanche forme les deux tiers de la population de la ville et, même en tenant compte des exclusions prononcées par la loi, et en admettant que ces exclusions s'élèvent au chiffre de mille, elle représente encore une majorité incontestable. Il présente encore une majorité incontestable. Il est donc facile aux citoyens blancs de conserver le contrôle de l'administration locale, de la police, des écoles publiques, de l'imposition des taxes, s'ils veulent tous faire leur devoir, c'est-à-dire se faire inscrire et voter.

Nous ne voyons pas les motifs qui peuvent arrêter les anciens électeurs et les empêcher d'aller porter leurs noms aux bureaux d'enregistrement. Il s'agit de l'exercice d'un droit, tandis que nous avons vu pendant la guerre tout le monde se soumettre à des mesures vexatoires et désagréables. La répugnance, quand il s'agit du salut de la communauté doit céder devant le soutiment du devoir.

Tous ceux pour lesquels nous doute ne peut être accordé ne doivent pas attendre au dernier moment et ils doivent, toute affaire cessante, se faire enregistrer. Quant à ceux qui se trouvent dans les cas douteux, ils doivent au moins faire une tentative et se présenter en exposant leur cas aux enregistreurs. Le doute ne peut porter, comme nous l'avons dit, que sur l'interprétation des termes: "officier assermenté ou judiciaire"; ceux qui n'ont, avant la guerre, rempli aucune fonction pouvant rentrer dans cette catégorie, ont le droit de se faire enregistrer, comme ils auraient dans l'armée confédérée, même avec le grade de général.

On ne peut exiger de ceux qui se font enregistrer aucun autre serment que celui dont nous avons reproduit le texte, et qui comprend toutes les exclusions indiquées par la loi.

Les fonctionnaires municipaux, les officiers de police, les recorders ne sont pas des fonctionnaires d'Etat, et lors même qu'ils auraient prêté serment à la Constitution des Etats-Unis en ces diverses qualités, ils ne doivent pas être exclus.

Les opérations d'enregistrement dans les bureaux sont conduites publiquement et chacun a le droit de surveiller ce qui s'y passe et de porter plainte au quartier général contre ce qui peut être considéré comme un abus de pouvoir ou comme une interprétation erronée de la loi. Si ce cas, des plaintes locales pourraient avoir de graves inconvénients, tandis que la plupart des citoyens qui seraient visés, n'en ont aucune ne se donneraient pas la peine de faire cette démarche, nous croyons qu'il serait utile que la partie conservatrice nommât des surveillants qui se rendraient dans les divers bureaux d'enregistrement, qui prendraient note des cas douteux et qui en référeraient au comité, par les mêmes dangers l'autorité supérieure serait mise en demeure de statuer sur les cas douteux en sur les déni de justice.

La présence de deux citoyens chargés de soutenir les réclamations, ou d'éclairer ceux qui se présenteraient à l'inscription sur l'étendue de leurs droits, encouragerait un grand nombre de personnes qui s'abstiennent dans la crainte quelquefois fondée d'essuyer un refus.

Avant de se séparer, la Législature a fait un appel à la population pour l'engager à le secourir contre les dons dans de reconstruction. Un comité exécutif du parti national de reconstruction a été organisé. Le moment est venu pour le comité de faire preuve de zèle dans l'accomplissement de sa mission. Il faut que les conservateurs se sentiment et s'encouragent réciproquement, s'ils veulent triompher d'un parti qui est organisé militairement et qui fera voter ses adeptes comme un seul homme. A cette organisation, il convient d'opposer l'élan unanime de tous les amis de bien public et de stimuler par tous les moyens possibles l'apathie des indifférents ou des timorés. Que le comité ne reste donc à l'œuvre et que chacun pousse à la roue pour faire sortir le char de l'ornière où il est embourbé!

Grande Ligne du Chemin pour le Nord.

—Nous publions aujourd'hui l'annonce des agents de cette ligne qui offre une voyageurs pour le Nord une voie sûre, prompte et économique. La ligne dont il s'agit est la chemin de fer de Jackson et celui de Memphis à Louisville; d'où les voyageurs peuvent se rendre à Cincinnati où par eux en par terre à leur choix et en différent à leur destination. On peut se procurer des renseignements et des billets à l'enseigne de Camp et Commerce. Voir l'annonce.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Les décorateurs du Théâtre de l'Opéra ne sera dimanche prochain par la reprise de *La Famille Benoîton*. On fera bien de retenir ses places à l'avance.

On nous annonce, pour le jeudi qui vient, le bénéfice de M. et Mme Grevier.

LA CAUSE PERDUE. — Le drame lyrique de *La Cause Perdue*, traduite par M. J. Noblom en français, et publié par la *Renaissance Louisiannaise*, vient de paraître. Elle contient la fin du chapitre IX, le chapitre X et le commencement du chapitre XI, et traite des événements de septembre à novembre 1862.

CRESCENT CONFECTIONERY.—Nous appelons l'attention du public sur l'annonce de cet établissement tenu par M. Christian Braun, rue des Magasins No 500. Il y a un salon de lunch pour les Dames. M. Braun se charge de faire les repas de noces et autres, et il remplira tous les ordres qui lui viendront de la ville et de la campagne.

MARCHANDISES SÈCHES A BAS PRIX — Le maison M. R. Haggerty, 133 rue du Canal, annonce qu'elle a résolu d'écouler son immense assortiment de marchandises sèches, sans avoir égard aux prix de revient. C'est une liquidation véritable de tout l'ancien stock. Elle offre conséquemment aux acheteurs de magnifiques occasions. M. Haggerty invite les acheteurs à venir se rendre compte de ses prix avant d'acheter ailleurs.

NOUVELLE ROUTE POUR ALLER AUX ATTAKAPAS.—Nous sommes chaussé d'apprendre que la compagnie des paquebots de la Nouvelle-Orléans, Ste Marie et St-Martin, ne perd pas de temps à ouvrir une nouvelle voie de communication avec les paroisses des Attakapas, par Plaquemines. En se référant à une autre colonne on verra que le président de la compagnie, M. E. S. Etie, qui est maintenant ici, a pris des arrangements avec la compagnie du Bayou Sarah pour transporter des passagers et du fret à Plaquemines, d'où, par le moyen de l'excellent steamer Ingomar, si populaire le long de la côte, on pourra se rendre sur tous les points du Bayou Tèche. Le tarif, semblable à celui du chemin de fer, sera payable à la remise du fret.

☞ Le moindre rhume, la plus légère toux, quand il peut négliger pouvant obtenir les conséquences les plus redoutées et amener la consomption et la mort.

Ce résultat déplorable peut toujours être évité en faisant usage, en temps utile, du Sirop Pectoral Balsamique de Durangé, l'une des préparations les plus efficaces qui aient encore été présentées au public intelligent. Ce sirop a, de plus l'avantage d'être très agréable au goût, et ne fermente jamais.

En vente chez tous les principaux pharmaciens de la ville.

Maintenant, que les présidents étrangers cessent si chers à importer, à cause des droits et de la hausse sur l'or. Il devient important de rechercher les préparations "indigènes" qui joignent des garanties certaines à la modicité des prix.

Le Sirop Pectoral Balsamique se recommande spécialement à la faveur du public sous ce double rapport. On le trouve dans les principales pharmacies de la ville.

NOUVELLES EUROPEENNES.

D'après le *Morning Herald*, le bruit court à Saint-Pétersbourg que la Russie et la Prusse vont se défensive vient d'être définitivement conclue entre la Prusse et la Russie. On parle aussi d'une alliance secrète entre la France et l'Autriche.

Le couronnement de l'empereur François-Joseph comme roi de Hongrie est fixé au 12 mai.

M. Mari, candidat du gouvernement à la présidence de la Chambre des Députés de Florence, l'a emporté de 50 voix sur M. Crispi.

C'est le 29 mars que le comte Walkwski a annoncé lui-même au Corps législatif, en ces termes, qu'il venait de donner sa démission de président:

"Mes chers collègues, j'ai une communication à faire à la Chambre.

"Messieurs, je tiens à annoncer moi-même à la Chambre que je donne ma démission de président du Corps législatif. Ce n'est pas sans un vif regret; messieurs, et chers collègues, que j'ai pris cette résolution, mais dans un intérêt supérieur à mon intérêt personnel, j'ai dû renoncer à l'honneur que vous m'avez conféré.

"Permettez-moi, en quittant le fauteuil, de vous remercier du concours, toujours si bienveillant, que j'ai trouvé instantanément sur tous les bancs de cette noble assemblée.

"J'invite M. le vice-président Schneider à me remplacer au fauteuil."

Contrairement à l'usage des années ordinaires, M. Walkwski a donné, à son hôtel même, le cérémonial usité chaque jour pour l'arrivée du président.

On a remarqué qu'au moment où M. Walewski descendait du fauteuil, presque tous les membres de l'opposition ont quitté leur banc pour venir lui serrer la main. On n'a pas remarqué le même empressement de la part des membres de la droite.

La démission de M. Walewski est considérée comme un nouveau succès de la France et la majorité la plus opposée aux réformes libérales.

France.

Correspondance du Courrier des Etats-Unis.

Paris, 26 mars.

L'opinion publique ne veut pas se tenir pour battue en ce qui concerne le Luxembourg. On veut toujours que des négociations aient lieu, que l'affaire n'ait point passé les chances de succès. Il y a eu en ce sens de longues entrevues entre l'empereur, M. Rouher et M. de Moustier, et naturellement on a passé que cette question avait été débrayée et l'entr'vue. Cependant, il semble à beaucoup de monde, en mettant les choses au mieux, que l'acquisition à prix d'argent de Luxembourg, à la condition d'y démanteler les fortresses, serait une bien médiocre compensation —et surtout bien peu digne du gouvernement français, qui tient tant à formuler les exigences de la France. C'est ce qui fait douter que le gouvernement impérial se donne une tâche si pénible pour arriver à un si mince résultat.

Le Berlin on écrit que l'opposition accuse M. de Bismark de vouloir abandonner le Luxembourg à la France si l'on crie à la trahison.

Le bruit court d'une entrevue entre nouvelle, et sans vouloir garantir le moins du monde ce qu'on raconte, je ne repentirais de ne pas vous en faire part. Napoléon non dit, me rapporte-t-on, vous voulez, prouvait au comte ce qu'on veut et ce qu'on désire. Ainsi on prévoyait que M. de Bismark ne voudrait rendre que tous les points de Benedetti n'a pas reçu de Hollande serait son de 300 ni de 100 millions comme on l'a dit, mais de 90 millions, ce qui constituerait déjà un très bonne affaire pour le vendeur, puisqu'aujourd'hui il ne retire du Luxembourg qu'une liste civile de neuf millions, et que la France offre la garantie nette française pour ces fructueux placements. Ajoutez à cela la Prusse ne se souciait assister avec indifférence à un pareil état de choses. La Prusse a le plus vif désir de voir les provinces rhénanes de la France; elle est prête à en donner toutes les preuves compatibles avec la dignité d'une grande nation. Le Prusse n'a aucun intérêt à se livrer à une politique agressive en France. Mais la France et l'Allemagne se défendront, et M. de Bismark ne remplit qu'un devoir en demandant au gouvernement français des explications sur des questions de ses intentions pacifiques. Nous n'en voyons que la France n'est pas prête en ce moment, aurait des alliés de Bismark; et si nous sommes coupables d'attendre qu'elle le fût, et nous avions à craindre qu'elle nourrissait des projets d'agression à notre endroit. Voilà le langage que dans certaines régions politiques on attribue à M. de Bismark. J'ai de la peine à croire à l'exactitude de cette communication, mais le bruit en question m'a paru assez en situation pour ne pas être passé sous silence.

Je m'abstiens de vous relater tous les projets qu'on attribue au gouvernement, mais je vous assure que l'inquiétude est vraie au point qu'une manifestation officielle deviendra nécessaire. Les discours de M. Rouher ne sont pas suffisants pour calmer les esprits. Les affaires deviennent impossibles au fond d'un défiance aussi générale et aussi intense.

A propos des traités dont la publication a si vivement occupé le public français, je vous dirai qu'on les gouvernements français et italien ont eu un entente confidentielle depuis trois semaines. M. Rouher s'est expliqué comme il l'a fait sur la question spécialement de l'Allemagne en trois troupons, c'est qu'il ne croyait point à une prochaine promulgation de ces traités. Le Siècle va dans le même sens et dit que le gouvernement français a été consulté sur l'opportunité de cette publication. Le cabinet de Berlin n'a point consulté la France. Les mêmes motifs vraisemblable n'ont agi que sur des avis venant de Berlin.

D'après une lettre que je reçois de cette dernière ville, M. de Bismark, en publiant les traités d'unité, a voulu empêcher que, irrités et poussés par les débats du corps législatif français, l'opposition allemande ne portât de nouveau la question sur un terrain qui serait brûlant que celui choisi par l'opposition française. Et en effet toute discussion devient inutile pour les deux parties du moment qu'elles sont d'accord. La guerre, il n'y a point de ligue de Main. Mais il paraît que M. de Bismark avait encore une autre intention en publiant ces conventions secrètes.

Il a voulu donner un avertissement à ceux des membres de l'assemblée qui le pressent à une alliance avec la France. Il a voulu prouver à la face de l'Allemagne que les Etats du Sud de l'Allemagne donne le gros de la politique autrichienne, sans alliances sauraient pas avoir d'autre politique française. Maintenant on sait que l'Autriche n'apportera que ses propres forces. Il faut ajouter que dans le cas d'une guerre de l'Allemagne contre la France, avec les Allemands autrichiens, les esprits se calmeront avec leurs sympathies du côté de la patrie mère, du côté de la grande Allemagne. Les populations du Sud, qui ne sont pas encore bien dans la tête, et si la Prusse se maintenait constituée avec la France dans la question de Luxembourg, les sympathies, les esprits se calmeraient immédiatement et apprécieraient à un rapprochement entre les cabinets de Berlin et de Paris, dans lequel ils auraient tout à gagner et rien à perdre. Ces dernières sont quelques-unes des idées, tiennent beaucoup à dégager en ce moment. Le comte de Goltz passe pour être quelque peu exalté. Il est d'ailleurs dit-on diplomate, mais sans instructions et en montre pour le premier saisissant les ordres de M. de Bismark.

Les affaires d'Orient ne sont pas avancées. Le Français a quitté la résidence de la Crète à la Canée, mais aucun des hommes d'Etat avec lesquels j'ai pu parler ne paraissait à la course de leur départ. Ils ne croient pas à la tranquillité, et leur opinion est que la question au clair.

En ce plaignant des manifestations, des démonstrations hostiles à l'Allemagne dont l'écho retentit au delà du Rhin, le ministère prussien aurait exprimé pas inquiétudes et fait des démarches amicales de la France, elle ne se serait assistar avec indifférence à un pareil état de choses. La Prusse a le plus vif désir de voir les provinces rhénanes de la France; elle est prête à en donner toutes les preuves compatibles avec la dignité d'une grande nation. La Prusse n'a aucun intérêt à se livrer à une politique agressive en France. Mais la France et l'Allemagne se défendront, et M. de Bismark ne remplit qu'un devoir en demandant au gouvernement français des explications sur des questions de ses intentions pacifiques. Nous n'en voyons que la France n'est pas prête en ce moment, aurait des alliés de Bismark; et si nous sommes coupables d'attendre qu'elle le fût, et nous avions à craindre qu'elle nourrissait des projets d'agression à notre endroit. Voilà le langage que dans certaines régions politiques on attribue à M. de Bismark. J'ai de la peine à croire à l'exactitude de cette communication, mais le bruit en question m'a paru assez en situation pour ne pas être passé sous silence.

Je m'abstiens de vous relater tous les projets qu'on attribue au gouvernement, mais je vous assure que l'inquiétude est vraie au point qu'une manifestation officielle deviendra nécessaire. Les discours de M. Rouher ne sont pas suffisants pour calmer les esprits. Les affaires deviennent impossibles au fond d'un défiance aussi générale et aussi intense.

A propos des traités dont la publication a si vivement occupé le public français, je vous dirai qu'on les gouvernements français et italien ont eu un entente confidentielle depuis trois semaines. M. Rouher s'est expliqué comme il l'a fait sur la question spécialement de l'Allemagne en trois troupons, c'est qu'il ne croyait point à une prochaine promulgation de ces traités. Le Siècle va dans le même sens et dit que le gouvernement français a été consulté sur l'opportunité de cette publication. Le cabinet de Berlin n'a point consulté la France. Les mêmes motifs vraisemblable n'ont agi que sur des avis venant de Berlin.

D'après une lettre que je reçois de cette dernière ville, M. de Bismark, en publiant les traités d'unité, a voulu empêcher que, irrités et poussés par les débats du corps législatif français, l'opposition allemande ne portât de nouveau la question sur un terrain qui serait brûlant que celui choisi par l'opposition française. Et en effet toute discussion devient inutile pour les deux parties du moment qu'elles sont d'accord. La guerre, il n'y a point de ligue de Main. Mais il paraît que M. de Bismark avait encore une autre intention en publiant ces conventions secrètes.

Il a voulu donner un avertissement à ceux des membres de l'assemblée qui le pressent à une alliance avec la France. Il a voulu prouver à la face de l'Allemagne que les Etats du Sud de l'Allemagne donne le gros de la politique autrichienne, sans alliances sauraient pas avoir d'autre politique française. Maintenant on sait que l'Autriche n'apportera que ses propres forces. Il faut ajouter que dans le cas d'une guerre de l'Allemagne contre la France, avec les Allemands autrichiens, les esprits se calmeront avec leurs sympathies du côté de la patrie mère, du côté de la grande Allemagne. Les populations du Sud, qui ne sont pas encore bien dans la tête, et si la Prusse se maintenait constituée avec la France dans la question de Luxembourg, les sympathies, les esprits se calmeraient immédiatement et apprécieraient à un rapprochement entre les cabinets de Berlin et de Paris, dans lequel ils auraient tout à gagner et rien à perdre. Ces dernières sont quelques-unes des idées, tiennent beaucoup à dégager en ce moment. Le comte de Goltz passe pour être quelque peu exalté. Il est d'ailleurs dit-on diplomate, mais sans instructions et en montre pour le premier saisissant les ordres de M. de Bismark.

Les affaires d'Orient ne sont pas avancées. Le Français a quitté la résidence de la Crète à la Canée, mais aucun des hommes d'Etat avec lesquels j'ai pu parler ne paraissait à la course de leur départ. Ils ne croient pas à la tranquillité, et leur opinion est que la question au clair.

En ce plaignant des manifestations, des démonstrations hostiles à l'Allemagne dont l'écho retentit au delà du Rhin, le ministère prussien aurait exprimé pas inquiétudes et fait des démarches amicales de la France, elle ne se serait assistar avec indifférence à un pareil état de choses. La Prusse a le plus vif désir de voir les provinces rhénanes de la France; elle est prête à en donner toutes les preuves compatibles avec la dignité d'une grande nation. La Prusse n'a aucun intérêt à se livrer à une politique agressive en France. Mais la France et l'Allemagne se défendront, et M. de Bismark ne remplit qu'un devoir en demandant au gouvernement français des explications sur des questions de ses intentions pacifiques. Nous n'en voyons que la France n'est pas prête en ce moment, aurait des alliés de Bismark; et si nous sommes coupables d'attendre qu'elle le fût, et nous avions à craindre qu'elle nourrissait des projets d'agression à notre endroit. Voilà le langage que dans certaines régions politiques on attribue à M. de Bismark. J'ai de la peine à croire à l'exactitude de cette communication, mais le bruit en question m'a paru assez en situation pour ne pas être passé sous silence.

Je m'abstiens de vous relater tous les projets qu'on attribue au gouvernement, mais je vous assure que l'inquiétude est vraie au point qu'une manifestation officielle deviendra nécessaire. Les discours de M. Rouher ne sont pas suffisants pour calmer les esprits. Les affaires deviennent impossibles au fond d'un défiance aussi générale et aussi intense.

A propos des traités dont la publication a si vivement occupé le public français, je vous dirai qu'on les gouvernements français et italien ont eu un entente confidentielle depuis trois semaines. M. Rouher s'est expliqué comme il l'a fait sur la question spécialement de l'Allemagne en trois troupons, c'est qu'il ne croyait point à une prochaine promulgation de ces traités. Le Siècle va dans le même sens et dit que le gouvernement français a été consulté sur l'opportunité de cette publication. Le cabinet de Berlin n'a point consulté la France. Les mêmes motifs vraisemblable n'ont agi que sur des avis venant de Berlin.

CHRONIQUE LOCALE.

AFFAIRES DE BUREAU, MENUTERIES DE 24 HEURES.—NOS AVIS du 24th donné le résultat de l'enquête du Coroner sur cette affaire. Il a été prouvé une seconde fois que l'homme et la femme étaient morts sur un lit, quand la femme est tuée. Sa fille, âgée de 7 ans, a dit que son père avait dérangé la malheureuse et Burns les mêne a vaché à la poursuivre avec un couteau à deux coupe-de pied et qu'il avait noula la mer auparavant. Burns, en conséquence, a été renvoyé en prison, d'où il ne sortira que pour comparaître devant la Cour criminelle.

NOMINATIONS PAR LE GOUVERNEUR.—Le gouverneur Wells a nommé MM. Dennis Crogan, d'Orléans, et Thomas Wells, de Ste-Hélène, directeurs de la Compagnie du Chemin de fer de Jackson, de la part de l'Etat.

PREMIERE COUR DE DISTRICT.—Wm. Doyle, accusé d'avoir blessé en femme, Mary, en lui portant un coup de hachette à la tête, a comparu en cour de district devant la Cour et a prouvé un excellent cas. Mme Doyle désire et qu'elle n'a pas l'intention de poursuivre son mari. Mais la Cour, refusé de laisser retirer l'affaire attendu qu'il s'agit d'une cas de félonie.

SECOURS POUR LES INONDÉS.—Nous avons appris au gouverneur que des provisions seront fournies aux malheureux habitants qui ont souffert de l'inondation, dans les diverses sections de l'Etat. Des demandes de secours peuvent être adressées au major Arnold Burns, de l'armée des Etats-Unis, rue Julia No 154.

VOL D'UN LIVRE.—Hier, a été traduit devant le recorder Ahern, Samuel Collins, accusé par L. S. Reynolds de lui avoir volé un livre d'une rare valeur de l'archéologie, qu'il a vendu ou dû à un antiquaire pour $25, quand il vaut le double. Collins a été renvoyé devant la Première Cour criminelle, caution, $200.

FEU.—Hier matin, vers une heure et demie, le feu a pris dans une maison habitée par la famille Wilson, entre les rues Olio et Erato, mais on est parvenu à l'éteindre avant qu'il eut causé de grands dommages sérieux. La propriété appartient à M. Landrigan, et l'on suppose que le feu est l'œuvre d'un incendiaire.

INCENDIE.—Le recorder Ahern a exigé un cautionnement de $250 de Bernard Baldwin, et un autre de $500 de Thomas Baldwin, qui ont été arrêtés et mis à la disposition du procureur impérial.

BULLETIN FINANCIER.

Mercredi soir, 17 avril.

Loanerday général a été languissant et faible, aujourd'hui. Il n'y avait pas de sucre et de mélasse, et conséquemment aucune affaire n'a été faite. Les quelques articles qu'on a vendus ne pas été cotés; la farine s'est maintenue, le maïs, l'avoine, le pore et le bacon ont tendu à la baisse. Les nouvelles générales du Liverpool et de New York ont arrêté la demande de coton; les transactions n'ont pas excédé 2,300 balles, à des prix irréguliers, mais plus faibles, le marché clôturant sans animation.

Et en disant ces mots, il tira de sa poche des cornets, des plumes, etc. C'était un commencement de preuve, mais ce n'était pas suffisant. Le pape garda bonne contenance, et fit, dit on, obligeamment une assez forte commande à l'imbécile bonhomme. Mais depuis ce temps, ce n'est plus à ces fabricants particuliers mais au domaine démont spontiste de quelque personnage bien connu.

Le calembour est un exercice hygiénique après dîner. J'avons rétommandé le coq à l'âne que voici:

Un aubergiste logeait chez lui un voyageur de commerce qui lui demanda d'une *fourlerie* de lait-si, pas fort, sur la cyntaxe, émaillant son discours de solécismes bien sentis.

Un second avec son hôte, quand on sait de ce dernier dit:

—Monsieur voyage pour les cairs!

—Non, répondit naïvement l'aubergiste, mandez pour les gens de la ville.

—Et je ne m'en acquitte pas trop mal, ajouta non moins naïvement le voyageur.

—Je ne sais pas vicieux et j'avons pourtant qu'il me serait dur de vivre chez les Chgriens. Ah! ma foi, je préfère encore vivre chez les républicains. Ce sont les peuples de la Back-haste qui veut se donner aux Russes, à ce qu'affirme le *Nord*, et qui pour la moralité jouche à la Sercia.

L'adultère y est pourvivi avec une sévérité inouïe: les maris coupables sont pendus, et les femmes adultères fouettées. Au point de vue de la pénalité, c'est le bâton qui joue ici le principal rôle. Le vol et l'ivrognerie sont punis par le fouet. Le délit est connu sous le nom de *knout*. Le coupable paraît tout son avoir et la vie. Les concessionnaires et les traiteurs sont pendus; les marchands qui vendent sont sévèrement punis; on entend le criminel jusqu'à moitié corps et on le lapide."

—Au dernier dag: d'une maison de la Chaussée demeure le sieur D....., ouvrier bijoutier. Un chien très méfiyenne de la science ou ecrouge par les mendiants, garçon boucher, et les deux logements ne sont séparés que par une mince cloison, de sorte que les deux voisins perçoivent très facilement les bruits pouvant se produire chez chacun d'eux.

Vendredi dernier soir, vers une heure du matin, D..... fut réveillé par un bruit étrange: il lui semble entendre des cris de douleur, puis le râle d'un mourant. Une scène inexplicable pour lui se passait dans la chambre voisine, et avec laquel il pouvait en autre intimité. Ils paraissent avoir tout pour que D..... pût commettre un crime affreux, et il n'en offre point de plus abondante, on ne tardera pas à voir s'opérer des affaires très actives dans cette branche. Le marché est fermé en ce moment.

Liger—Inférior lugs, 3¼a 4, good lugs 4¼ à 5 inférior à common leaf, 6 à 7—, medium leaf 7½ à 10, fine leaf 10½ à 12½, fine leaf 13 à 15, choice selections 16 à 20 cts.

Lourd—Inférior and trashy lugs 4 à 4¼, good lugs 4¾ à 5, common leaf 5¼ à 6, medium leaf, 8¼ à 11, fair, 11½ à 13, fine 14 à 17½, choice selections 19 à 21.

—On a annoncé que le Théâtre-Français allait jouer les pièces de Victor Hugo pendant l'Exposition Universelle.

—On a annoncé que le Théâtre-Français allait jouer les pièces de Victor Hugo pendant l'Exposition Universelle.

—On a annoncé que le Théâtre-Français allait jouer les pièces de Victor Hugo pendant l'Exposition Universelle.

FAITS DIVERS.

VICTOR HUGO ET LES DUMAS.

Il y a dans le *Temps* un bien curieux article d'Alexandre Dumas père, accompagnant la charge d'Alexandre Dumas fils, — appréciation difficile, dit-il, car nous tenons une place à peu près égale, moi dans la littérature de 1830, lui dans celle de 1850.

Hugo avait besoin, pour faire de l'effet, d'opposer des chants d'orgie à des chants d'église; des tableaux pris de faire et de flacons à des cercueils drapés de noir; il lui fallait des décorations, des costumes, de la mise en scène, des portes secrètes, des escaliers dérobés, des dalles de corde, des trappes.

Moi, je n'avais besoin que de quatre paravents, de quatre planches, de deux acteurs d'une femme.

Alexandre émet mon fils, reçut une partie des qualités que l'avais, et les compléta par celles qui lui étaient propres.

J'étais né deux une époque poétique et pittoresque.

Je fus idéaliste.

Il était né dans une époque matérialiste et sociale.

Il fut réaliste.

Ce qu'il y a de curieux, c'est la différence de procédé qui existe entre nous depuis la première date de la pièce jusqu'à sa complète exécution.

Je prends mon sujet dans le rêve;

Il prend le sujet dans la réalité.

Je travaille les yeux fermés;

Il travaille les yeux ouverts.

Je cherche du monde que je connais;

Il s'identifie avec lui.

Je dessine;

Il photographie.

On cherche inutilement le modèle de mes personnages.

A la rigueur, on pourrait nommer les siens. L'œuvre se présente à moi par l'idée;

Elle se présente à lui par le fait.

Le mien est à lui ne manque rien.

— Si le public m'a applaudi à la première du Gymnase, c'est sans doute comme auteur de pièces.

— Le nouvelle d'un voyage de l'impératrice à Rome est annoncée de nouveau. L'impératrice partirait avec le prince de Galles. Son Altesse serait complètement rétablie. Ce voyage aurait lieu avant la grande exposition. L'impératrice serait de retour à Paris vers le commencement du mois de mai. Le nonce de pape, qui est à Paris, est également accompagné de Chigi, accompagnerait l'Impératrice et le prince impérial dans ce voyage.

— On a annoncé que le Théâtre-Français allait jouer les pièces de Victor Hugo pendant l'Exposition Universelle.

— On a annoncé que le Théâtre-Français allait jouer les pièces de Victor Hugo pendant l'Exposition Universelle.

Convention républicaine d'Etat à Richmond.

210 Noirs, 49 Blancs.

Election du ticket démocratique à Quincy, Ill.

Convention de la presse du Sud.

Nouvelles par le Câble.

Baisse du coton à Liverpool.

Liverpool, 17 avril, 2 h. p. m. — Coton très lourd depuis l'ouverture du marché, avec une baisse de 1/8. Upl 11 3/4.

Berlin, 17—La constitution nationale, depuis si longtemps en discussion, a été enfin adoptée. Les membres polonais ont protesté contre l'union des Parlements et ont donné ensuite leur démission quand le résultat a été connu.

Liverpool 17—Le navire Derby, parti de San Francisco le 17 décembre, est arrivé aujourd'hui.

On a reçu ici la nouvelle que le navire américain Président Fillmore, parti le 16 mars de Glascow, pour New York, a été perdu en mer. Pas de détails connus.

Londres, 17 au soir—Des dépêches reçues ce soir disent que l'Espagne a accédé aux demandes du gouvernement britannique particulier relativement au navire Victoria sous ronds.

Washington, 17—Le sénat a confirmé Charles G. Manning comme collecteur de douane à Allemands, Louisiane.

Parmi des documents envoyés au sénat aujourd'hui, il s'en trouve un du Président en réponse aux résolutions, qui demande des renseignements, sinon politiques, quel il a déjà adressé, n'a donné aucune interprétation de la loi sur les places.

Le procès du trésor, cependant, en réponse à une demande du secrétaire, a exprimé l'opinion que les chefs députés des douanes pourraient être remplacés par des hommes qu'on ne croit personnes aptes à remplir les devoirs de collecteurs dans les cas de vacance, jusqu'à ce que les places puissent être remplies suivant le mode prescrit.

New York, 17 — Cotton plus facile. Ventes 1900 balles le 17 1/8 à cours, tant mit que ce soit cette après-midi, à 5 et 7 p. 00. Le cr était fermé à la clôture à 133 1/4 à 133 3/8. Change étranger plus ferme, mais calme. Gouvernements fermes. Les vieux cinq sont en baisse de 1/8.

Une dépêche de Washington dit que la nomination de Wm. T. Dery, ex-membre du congrès des indiennes, comme agent général indien, pour faire des traités, et achéter des provisions au vestiges, nommée à une enquête ténébreuse par le sénat.

Baey est maintenant à New York, faisant des achats considérables pour les Indiens, et on s'attend à exercer l'autorité à laquelle il n'a aucun droit, d'après ce qui est allégué.

Le village d'Alliance, Ohio, a été inondé hier par une rupture du réservoir appartenant au chemin de fer de Pittsburg, Fort Wayne et Chicago.

Cleveland